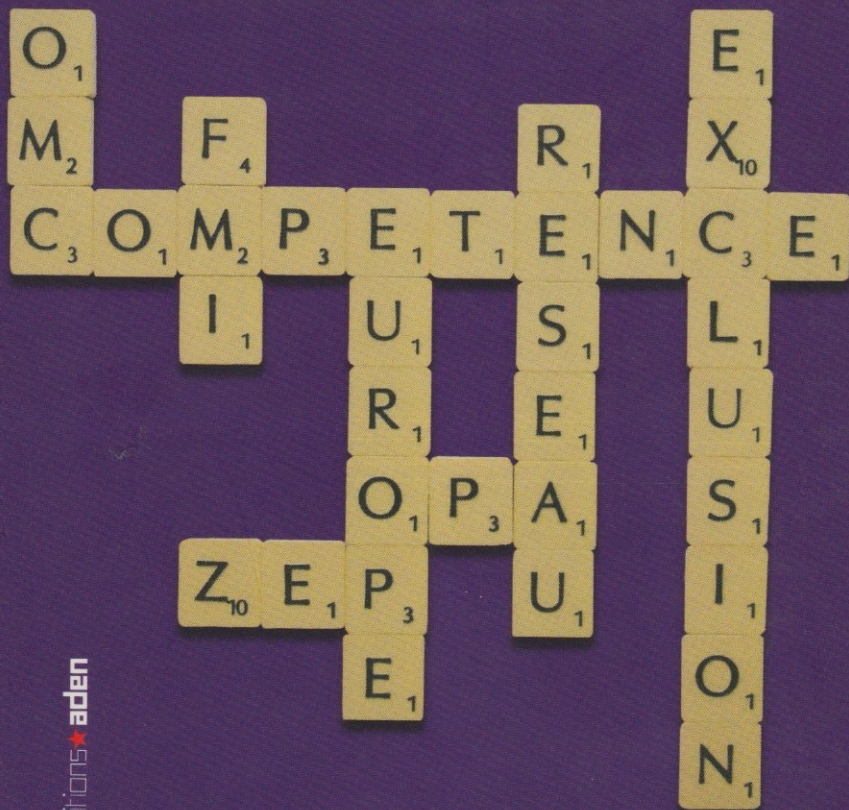


Sous la direction de Pascal Durand

# LES NOUVEAUX MOTS DU POUVOIR

Abécédaire critique



## PÉDAGOGIE

« Science de l'éducation des enfants et, par extension sémantique, de la formation intellectuelle des adultes », dit le *Robert*. Nous voici dans l'obligation d'informer les lexicographes d'une seconde extension de ce terme noble entre tous. Le mot sert aujourd'hui en effet à désigner un type de discours particulier : celui qui consiste à remettre dans le droit chemin de la pensée unique les opposants au néo-libéralisme. Parce qu'il se réfère à l'enfance et à la plus nécessaire des tâches, le nouvel emploi de *pédagogie* tend à redorer le blason du désuet « *propagande* », son synonyme, tombé en désuétude (dieu sait pourquoi). À ce terme décrié, il ajoute d'ailleurs des nuances non négligeables : il sous-entend des méthodes douces qui remplaceraient la violence policière par la persuasion verbale. Et aussi une bonne dose d'hypocrisie : entendue en ce sens, la *pédagogie* est une propagande qui ne dit pas son nom.

Il n'est pas inutile de souligner que ceux qui usent ainsi de ce terme placent *de facto* ceux auxquels ils adressent leurs bienveillants conseils dans la position d'enfants à éduquer. De la sorte, la possibilité même du dialogue est évacuée : la raison est d'un seul côté, celui du marché, de la production, de la *consommascience*, du néolibéralisme paneuropéen, les autres positions politiques ne relevant que du caprice et de l'enfantillage. Nous sommes là au cœur de la contradiction qui donne sa force au terme : par les connotations pacifiques qu'il charrie, il se donne des allures démocratiques, mais, dans la mesure où il exclut toute forme de dialogue contradictoire, il montre son vrai visage, antidémocratique et paternaliste. Preuve en est la période où cette extension sémantique s'est le plus souvent entendue : aux lendemains du « non » français au referendum du 29 mai 2005 quant à la Constitution européenne.

Les bien-pensants de l'Europe n'ont pas caché leur hostilité à la consultation démocratique. Ils ont refusé de lui prêter foi et ont contesté sa légitimité. S'ils ont trouvé de nombreuses raisons au refus populaire français, aucune d'entre elles ne remettaient en question le fonctionnement de l'Union, son caractère ultra-libéral et sa propension à privatiser à tout crin. Étant plus nombreux que d'autres à n'être pas parvenus à l'âge adulte, les *Français d'en bas*, abusés de surcroît par des meneurs démagogiques, n'avaient rien compris, confondaient politique intérieure et extérieure, succombaient à de frileux réflexes nationalistes, exprimaient un mécontentement global et diffus, se laissaient aller au *populisme*, se servaient de l'Europe comme bouc émissaire, sans comprendre qu'elle est la seule planche de salut dans un *monde de plus en plus* complexe et qu'il n'est qu'une façon de la diriger : par une *bonne gouvernance* réservée aux *experts* et aux *élites*.

Le florilège est vaste et sans bords des déclarations appelant à un nécessaire effort de *pédagogie* vis-à-vis des réformes (pas seulement d'ailleurs dans le registre européen, celui-ci ayant cependant porté cet effort au rang d'une sorte de croisade collective). On a pu lire ainsi dans les colonnes du *Figaro*, en juin 2005, cette phrase particulièrement hypocrite signée par le fonctionnaire européen Lucas Delattre et le politologue Martin Koopmann : « *Il est donc urgent d'associer davantage les citoyens aux décisions de Bruxelles, dans un effort de pédagogie sans précédent.* » Le propos paraît d'abord signifier qu'il faut faire participer les citoyens aux décisions, les écouter, tenir compte de leur opinion. Mais, grâce au mot « *pédagogie* », on comprend qu'il n'en est rien : il s'agit seulement de convaincre le peuple du bien-fondé du système. La suite le montre : « *La répartition des compétences entre l'Europe, les nations et les régions (ou Länder) n'est pas toujours claire aux yeux du citoyen. Il faut donc rappeler "qui fait quoi" dans un texte court, compréhensible à tous, et*

*diffusé dans les mairies, les bureaux de poste et les bibliothèques municipales.* » D'autres conseils pédagogiques sont donnés aux uns et aux autres, aux dirigeants nationaux, aux députés européens, aux journalistes et aux programmeurs télévisuels, mais jamais il n'est question de donner la parole aux « citoyens ». À quoi bon ? De toute façon, nous « *ne pourrons plus aller de l'avant tant que les Européens ne seront pas convaincus du fait qu'il n'existe aucune alternative crédible à la poursuite de l'intégration européenne* », déclarent solennellement Delattre et Koopmann. Car les tenants de cette extension sémantique particulièrement perverse veulent nous faire croire qu'il n'est qu'une seule politique envisageable. Ils se rangent au mythe scientifique de la Vérité unique. Comme s'il était impossible de concevoir, par exemple, une Europe qui *continentaliserait* les chemins de fer, les postes, les télécommunications, l'énergie, l'eau courante et les divers services. Mais peut-être est-il inutile de déjà alerter les lexicographes. Certains députés européens, tel le Belge Jean-Luc Dehaene, vont bien au-delà et avouent à présent sans ambages leur rejet de la démocratie : ils estiment que la France doit avaliser la Constitution sans plus faire de referendum. Au moins l'ancien premier ministre belge a-t-il le mérite d'une robuste franchise.

**Laurent DEMOULIN**

**Mots corrélés : COMPLEXE (MONDE DE PLUS EN PLUS),  
COMPLEXITÉ, DÉFICIT DE COMMUNICATION, ÉLITES, EUROPE,  
GOUVERNANCE, RAISON (CERCLE DE LA), RÉFORMES**